

pas, la Chambre permet ordinairement qu'un autre député remplace le motionnaire. Dans les circonstances, peut-être le ministre en cause pourrait-il nous dire si la motion est acceptée.

**L'hon. M. Churchill:** Le ministre a demandé qu'elle soit réservée, monsieur l'Orateur.

**M. Denis:** Ils ont quelque chose à cacher.

**L'hon. M. Pickersgill:** De quoi avez-vous peur?

**L'hon. M. Chevrier:** Que le ministre s'explique.

**M. l'Orateur:** A l'ordre! On a demandé que la motion soit réservée et, comme le motionnaire est absent, elle devra l'être. Article n° 53, M. Pickersgill...

**L'hon. M. Chevrier:** Monsieur l'Orateur, le ministre aurait pu au moins acquiescer à votre invitation et expliquer l'attitude du gouvernement.

**Des voix:** Asseyez-vous!

**L'hon. M. Walker:** Monsieur l'Orateur, nous avons à répondre à des centaines de questions et nous faisons de notre mieux pour y parvenir.

**L'hon. M. Hellyer:** Des centaines, analogues à celle-ci?

**L'hon. M. Walker:** On ne peut tirer de la farine d'un sac de son. Je n'en dirai pas plus.

**L'hon. M. Pearson:** C'est tout à fait vrai.

#### IMMIGRATION—ADMISSION D'ÉPOUSES DE CITOYENS CANADIENS

**Demande n° 53—L'hon. M. Pickersgill:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie de la lettre que M. Ian G. Wahn, de Toronto, a adressée au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration le 5 mars 1962, relativement à la difficulté qu'ont éprouvée deux Canadiens à faire admettre leurs épouses au Canada, ainsi que copie de tout accusé de réception du ministre.

(La motion est adoptée.)

(Plus tard)

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate):** J'aimerais poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, vu que nous en sommes peut-être au dernier jour de la session. Le ministre peut-il nous dire si, dans sa réponse à la lettre de M. Wahn, à propos de laquelle le ministre a accepté une motion aujourd'hui, il a déclaré que le Canada accueillerait les épouses de ces deux citoyens canadiens?

[M. l'Orateur.]

**L'hon. Ellen L. Fairclough (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration):** Les épouses des citoyens canadiens qui se conforment au règlement sont toujours admises.

**L'hon. M. Pickersgill:** Puis-je demander au ministre si les épouses de ces deux citoyens canadiens se sont conformées au règlement?

**L'hon. Mme Fairclough:** Il semble y avoir eu confusion quant à l'identité de ces personnes; quand cette question aura été tirée au clair, ces femmes seront admises.

#### RAPPORT DU COMITÉ DES INGÉNIEURS—LE SAINT-LAURENT ET LE PORT DE MONTRÉAL

**Demande n° 54—M. Fisher:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production d'une copie du rapport du comité des ingénieurs connu sous le nom de Comité du fleuve Saint-Laurent et du port de Montréal (1950).

**L'hon. M. Balcer:** Monsieur l'Orateur, le document dont il est question dans la motion est un rapport ministériel. Selon une pratique de longue date à la Chambre, les documents ministériels ou interministériels sont considérés comme confidentiels. Dans ces conditions, j'ose espérer que mon honorable ami consentira à retirer sa motion.

**M. Fisher:** Je demanderai qu'elle soit reportée, conformément à l'article 47 du Règlement, alors qu'il serait possible de la débattre.

**M. l'Orateur:** Conformément à l'article 47 du Règlement la présente motion est reportée aux avis de motions (documents).

#### L'AGRICULTURE

##### INTERPELLATION CONCERNANT UNE DÉLÉGATION DE L'OUEST AU SUJET DES SECOURS AUX VICTIMES DE LA SÉCHERESSE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition):** Puis-je demander au ministre suppléant de l'Agriculture si une délégation représentant les agriculteurs de l'Ouest est venue voir le gouvernement hier au sujet des secours aux victimes de la sécheresse et, s'il en est ainsi, aurait-il quelque chose à communiquer à la Chambre?

**L'hon. D. S. Harkness (ministre suppléant de l'Agriculture):** Je n'ai eu connaissance de rien de semblable.

#### L'ÉNERGIE

##### LE COLUMBIA—COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE AVEC LE PREMIER MINISTRE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest):** Je voudrais poser une question au ministre des